

PENSÉE DE  
MALEK BENNABI

## 33) Bennabi,

Quand Bennabi parle de «spirituel», il ne faut pas en déduire forcément «religieux». Il emploie le terme au sens psychique, psychologique, énergétique. Il conçoit qu'une civilisation puisse se faire et se maintenir sur la base d'une idée non religieuse et d'un ensemble d'idées multiples plutôt que d'une idée unique. Il privilégie le spirituel sur le temporel, l'esprit sur la lettre, mais en donnant à ces termes un sens hautement humaniste : «Une société où les rapports ne sont pas formulés, une société sans loi peut se convenir. Tandis qu'une société sans amour, c'est une société où les rapports sont annulés, une société impossible. Le monde est aujourd'hui écrasé, étouffé par ses lois. Ce qui prime, c'est ce qui affirme le rapport de l'homme avec son

ment à mesure que le «âlem» s'éloigne lui-même de l'idéal ou de la perfection que la société musulmane veut voir en lui. Combien il y a eu de désillusions tragiques qui ont abouti parfois à de bouleversantes prises de position anti-islamiques parce que l'«idéal» s'était écroulé au fond d'une conscience avec la valeur que celle-ci accordait à tel «âlem» subitement déchu à ses yeux. C'est un aspect épouvantable du drame de la conscience musulmane : celui de la personnalisation» («L'AA»). Si le christianisme a été corrompu par les artifices des prêtres, l'islam a été dévoyé par des *fouqaha* dévoués au pouvoir, et plus tard par l'exégèse opérée dans la rue et les mosquées par des imams improvisés, des «émirs» surgis du néant et des charlatans

plus tard comme le précurseur du nationalisme arabe et de l'union arabe.<sup>(2)</sup>

N'ignorant pas la diversité des écoles juridiques (*madhahib*) et le clivage entre le sunnisme et le chiisme, Al-Kawakibi a appelé à leur dépassement par le recours au procédé du «talfiq» qui consiste à puiser dans d'autres «madhahib» que celui auquel on se conforme pour élaborer la solution à un problème religieux ou juridique. Pour réduire la dépendance à l'égard de l'autorité des *fouqaha* et des *oulamas*, il a proposé la confection de corpus spécifiques à l'usage des masses où seraient recensés les obligations religieuses (*wadhib*), les pratiques surrogatoires (*nafal*), les interdictions (*haram*), et les actes blâmables (*makruh*). Il a recommandé également la rédaction de codes pour chaque école juridique dans lesquels seraient établis les pratiques rituelles obligatoires (*ibadât*), les prescriptions tirées de la Sunna, les traditions surrogatoires, les fautes d'impiété et les péchés capitaux, les péchés véniels et les actes répréhensibles. Pour élever le niveau de compétence des *oulamas*, il a proposé d'«amener les gouverneurs à traiter les catégories de *oulamas* de la même manière que les médecins, c'est-à-dire l'impossibilité d'exercer officiellement pour tous ceux qui doivent enseigner, donner des consultations juridiques, prononcer des sermons, et assurer la direction spirituelle des croyants, tant qu'ils ne seront pas passés devant une commission officielle d'examen siégeant dans les grandes villes».

Les vingt-trois délégués au Congrès d'«Oum El-Qora» ayant convenu que les causes de la décadence résidaient dans l'ignorance, l'insouciance, la division doctrinale et l'absence de régimes démocratiques fondés sur la «choura» et la distinction entre les actes purement religieux et les questions sociales et politiques, Al-Kawakibi, à travers l'intervention d'un délégué, pose le problème des libertés en ces termes : «Le mal provient de notre manque de liberté... On reconnaît celle-ci au fait que l'homme parle et agit comme il l'entend ; elle comprend aussi la liberté de l'enseignement, la liberté de faire des conférences, d'imprimer, de se livrer à des recherches scientifiques ; elle engendre une justice totale à tel point que l'homme ne craint ni tyran ni oppresseur ; elle apporte aussi la sécurité dans la pratique de la religion et dans les âmes, protège la dignité et l'honneur, sauvegarde la science et ses bienfaits... Elle est le bien le plus cher à l'homme après la vie.»

**A la différence de Malek Bennabi qui a vécu, pensé et écrit dans un pays colonisé, Al-Kawakibi a évolué dans un cadre moral, institutionnel et politique musulman, celui de l'Empire ottoman. Ses écrits s'adressaient aux élites arabo-musulmanes de son époque déjà sensibilisées par le mouvement de la Nahda, et disposant d'une liberté d'expression réelle.**

Puis il décrit en détail le type de gouvernement que les musulmans doivent se donner s'ils veulent échapper au despotisme et au cadre désuet du califat incarné par le pouvoir ottoman : «Ce gouvernement doit refléter la représentation politique de la nation et non le règne d'un homme et de ses complices ; il ne doit pas disposer à sa guise des droits matériels et moraux de la communauté ; il ne doit pas avoir la mainmise sur les actes et les pensées des citoyens ; ses tâches doivent être fixées par une Constitution ; l'autorité n'appartient pas au gouvernement mais dépend de la nation ; celle-ci ne doit pas une obéissance absolue au gouvernement ; c'est à la nation d'établir les dépenses nécessaires et de fixer les impôts et les ressources ; la nation a le droit de contrôler le gouvernement ; la justice doit être conforme à ce que pensent les juges et non le gouvernement ; le gouvernement ne doit pas se mêler de la religion tant que l'on ne porte pas atteinte à son respect ; des textes

Par Nour-Eddine Boukrouh  
noureddineboukrouh@yahoo.fr



clairs doivent fixer les pouvoirs des fonctionnaires ; la rédaction des lois doit être l'œuvre d'une assemblée élue par la nation...»

Le réformateur syrien n'incite pas au renversement de l'Empire ottoman par la force, mais pose trois préalables : premièrement, «la nation qui ne ressent pas unanimement ou dans sa majorité les souffrances du despotisme ne mérite pas la liberté» ; deuxièmement, «le despotisme ne doit pas être combattu avec violence, mais seulement avec clairvoyance et progressivement ; il faut faire avancer la nation dans le domaine de la compréhension et de l'intelligence, ce qui ne peut s'obtenir que par l'instruction» ; troisièmement, «avant de combattre le despotisme, il convient de préparer le régime qui doit le remplacer».

Le sultan Abdulmajid, dit le «Rouge», avait prévu la peine de mort pour quiconque aura concouru à distribuer les livres d'Al-Kawakibi. Il est vrai que ce dernier, outre ses idées révolutionnaires, estimait que le califat devait être arabe, donc non ottoman. Il n'avait pas hésité non plus à réprouver le massacre des Arméniens. Le problème du cadre institutionnel était secondaire chez Bennabi. Dans *Idée d'un Commonwealth islamique*, il pose la question de «la forme institutionnelle de la volonté collective du monde musulman» mais ne s'engage pas dans une réponse : «Le problème du khalifat serait à considérer à la lumière des données actuelles du monde musulman. Et peut-être les docteurs de la loi pourraient-ils donner à l'imamat une nouvelle définition tenant compte de la dispersion politique, géographique et ethnique de la

**Nous avons déjà établi un parallèle entre les idées d'Al-Kawakibi et celles de Bennabi. Elles ne se recoupent pas toujours. Al-Kawakibi peut être considéré comme le premier réformateur musulman à dénoncer la confusion du religieux et du politique au service du despotisme.**

prochain dans la réalité, et non ce qui le confirme dans l'ordre théorique. Ce qui prime, c'est l'esprit et non la lettre, le cœur qui crée, qui donne, et non la raison qui calcule, qui soupèse. L'amour, l'esprit, le cœur, le regard intérieur de l'homme, son effort au-dessus de son humanité charnelle, c'est l'ordre spirituel. La loi, la lettre, la raison, le regard extérieur qui juge le prochain, c'est le monde temporel.»<sup>(1)</sup>

On sait qu'il ne comptait pas sur les religions pour édifier l'ensemble afro-asiatique ou le mondialisme. Au moment où il envisageait une civilisation afro-asiatique, il excluait tout critère religieux à sa base. Il parle alors de facteur moral qui doit catalyser la synthèse bio-historique, là où il parlait d'idée religieuse comme catalyseur dans *Les conditions de la renaissance* (1949). L'Ethos est ici exprimé de façon plus «laïque». Ce qu'il voyait de commun aux peuples afro-asiatiques, c'était un principe idéologique résidant dans leur anticolonialisme. Mais, écrit-il dans *L'afro-asiatisme* (1956) : «L'afro-asiatisme doit fonder son éthique sur un principe positif qui ne saurait être d'essence religieuse. Il ne saurait s'agir d'une tentative de syncrétisme, mais d'un pacte moral entre l'islam et l'hindouisme pour assumer une même vocation terrestre.»

Il prend l'exemple de l'Occident : «A son point de départ, la civilisation occidentale s'était édifiée sur un système éthique chrétien qui lui avait assuré la cohésion et l'élan nécessaires à son essor. Mais son évolution avait, peu à peu, transformé ce fondement idéologique en un système mixte où figurent d'une façon parfaitement cohérente la pensée catholique et la pensée protestante, la libre pensée et la pensée juive. Par conséquent, il n'y a pas lieu de rechercher la cohésion et la cohérence ni dans un principe unique ni dans un syncrétisme religieux.»

Bennabi a soutenu le combat des Oulamas algériens pour la séparation du culte et de l'Etat, mais il ne se faisait pas une haute idée des «faqihs» et des dirigeants religieux comme l'imam Yahia du Yémen ou l'ayatollah Kachani qui avait trahi Mossadegh et au sujet duquel il a écrit : «Kachani a été une idée morte, le virus interne qui a détruit l'expérience qui s'était levée un moment à l'horizon du peuple iranien. Il est significatif que Mossadegh n'a pas été finalement vaincu par le colonialisme tel qu'on le désigne habituellement par ce mot — incarné par le plus puissant trust du pétrole — mais par la colonisabilité gesticulant en la personne de Kachani au nom de Dieu» (*Le problème des idées*, 1971).

Il signale la confusion du spirituel et du social dans la personne des «hommes de religion» (c'est le «âlem» qui est l'image de la «vérité islamique») et écrit : «On sent ce qu'il y a de dangereux et d'arbitraire dans cette personnalisation du spirituel qui le dégrade infini-

vociférateurs. L'islam a été et reste une très belle réalité. L'islamisme en a fait une triste et dangereuse utopie.

Nous avons déjà établi un parallèle entre les idées d'Al-Kawakibi et celles de Bennabi. Elles ne se recoupent pas toujours. Al-Kawakibi peut être considéré comme le premier réformateur musulman à dénoncer la confusion du religieux et du politique au service du despotisme. C'est certainement ce qui lui a valu d'être occulté par l'historiographie arabe.

Mort assassiné à l'instigation du sultan ottoman et du khédivé égyptien, il a eu le courage de poser ce problème précocement. Il faut dire que Bennabi ne s'est pas intéressé à Al-Kawakibi, comme il s'est intéressé à Mohamed Abdou par exemple. Il le cite dans ses Mémoires en l'évoquant parmi ses lectures de jeunesse ; il parle de lui dans *Perspectives algériennes* en se référant à l'«œuvre d'un auteur, assez peu connu, Al-Kawakibi, dont le livre, *Oum El Koura*, circula sous le manteau en Algérie vers 1920. Mais ce n'était qu'une œuvre d'imagination, montée comme le scénario d'une sorte de concile fictif tenu à La Mecque par des savants de tous les pays de l'islam. Mais encore là, le sujet n'est abordé que sous l'angle de la défense de ces pays, sans aucun souci de planification ou de préparation à la planification».

Jugement insuffisamment documenté, car un demi-siècle avant Bennabi, Abderrahman Al-Kawakibi semble bien avoir été l'esprit positif qui s'est préoccupé des conditions intellectuelles et politiques à réunir en vue d'une renaissance. Conscient de la responsabilité des *oulamas* et de la culture traditionnelle dans l'enfermement des esprits, il les avait désignés comme une des principales causes du retard des musulmans et prôné l'émancipation de leur autorité. Faisant intervenir un de ses personnages dans *Oum al-Qora*, il lui fait dire : «La religion impose au musulman de se conformer sur chaque question à Dieu et non à l'imam, et d'exercer lui-même, le cas échéant, l'effort d'interprétation sans se fier à l'interprétation d'autrui, même s'il est plus compétent que lui.»

Al-Kawakibi voyait dans les «religieux» un clergé officiel cautionnant le pouvoir et préconisant l'obéissance totale au despote en échange d'un pouvoir moral inquisitorial sur la société. Bien avant Ali Abderrazik, il a préconisé la séparation du religieux et du politique, soulevant l'ire de son ami Rachid Ridha.

Il était pour l'égalité des sujets de l'empire ottoman indépendamment de leur confession, pour un égal accès aux fonctions publiques, pour l'égalité devant l'impôt des ressortissants musulmans et non musulmans, pour l'instruction des filles, la séparation des pouvoirs, et n'hésitait pas à se référer aux auteurs occidentaux dans ses ouvrages. Nasser le considérait